

# Le R.P. Garaudy vole au secours de l'Eglise

DANS son « testament », Togliatti demandait que le Parti communiste italien mit une sourdine à la lutte anticléricale. Roger Garaudy, lui, est allé beaucoup plus loin, au cours du débat « Matérialisme et Humanisme » qui a lieu à Genève le 9 avril.

« Le marxisme s'appauvrirait si saint Augustin ou saint Jean de la Croix lui devenaient étrangers », a-t-il dit. Nous ignorions que ce fussent là des précurseurs du marxisme.

Nul ne pense à nier l'importance historique, philosophique, littéraire de ces saints. Ils appartiennent au patrimoine culturel de l'humanité. Mais une chose est l'histoire de la pensée et l'histoire tout court, autre chose est le marxisme qui n'est pas neutre par rapport aux idées et systèmes du passé, surtout quand ces idées gardent une part de leur virulence. A plus juste titre, Garaudy aurait-il pu citer saint Thomas More. Mais, s'il a choisi ses saints, c'est qu'il ne s'agit pas pour lui de chercher des points de contact entre croyants et athées, **au-delà de la religion, mais de chercher alliance avec la religion.**

La formule « la religion est l'opium du peuple » a été dépassée par Karl Marx lui-même, a-t-il dit encore. Il n'a pas précisé dans quel texte et sous quelle forme. Mais cette formule en tout cas n'était pas dépassée pour Lenine qui en usa largement et la développa. Que Garaudy n'ait rien de commun avec Lenine n'est pas nouveau pour nous. Nous aimerions toutefois qu'il l'avoue. D'autant que la rupture avec Lenine n'est que la manifestation de celle avec Marx qui écrivait « la critique de la religion est la condition de toute critique », et « la suppression de la religion comme bonheur illusoire du peuple est une exigence de son bonheur réel ». Là est le véritable contenu de la notion d'opium du peuple qui, il faut le reconnaître, fut souvent utilisée avec grossièreté par les amis de Garaudy, à leurs heures d'ultra-gauchisme.

C'est l'inverse absolu de la pensée de Marx qu'exprime Garaudy dans sa phrase : « la religion représente un des aspects profonds, inhérent à l'homme ». Converti si profondément qu'il en est devenu jésuite, Garaudy use d'un langage équivoque : il confond l'importance du sentiment religieux comme élément de compréhension de l'homme historique, et sa prétendue valeur permanente, absolue, comme « dimension humaine ». Les cyniques que sont les intellectuels stalinien ricaneront que Garaudy trompe ainsi l'ennemi. Les RR.PP. qui sont les interlocuteurs de Garaudy ne seront pas trompés : le langage équivoque est le leur. Ce ne sont que les travailleurs soumis à la mystification cléricale qui peuvent y être renforcés et par conséquent trompés.

Et d'autant plus que Garaudy ne s'en tient pas aux bavardages philosophiques, mais fonde sur eux une entreprise politique parfaitement réactionnaire : celle qui consiste à voler au secours de l'Eglise catholique en crise. Cette crise est un

produit de l'accroissement des contradictions sociales dans le monde et, en dernier ressort, des progrès de la révolution. Les oppositions de classes tendent à diviser les catholiques. Devant ce péril, l'Eglise s'efforce à une opération de vaste envergure : elle tente en même temps de dissimuler ses liens profonds et solides avec la société capitaliste, à apparaître comme une puissance politiquement neutre, à restaurer son prestige moral pour mieux l'utiliser contre la révolution, et à rassembler finalement toutes les forces religieuses pour dresser un front uni devant le communisme. Tel est le sens du concile de Vatican II. Dans cette voie, l'Eglise trouve des difficultés en son propre sein, et de la part des intégristes qui ne comprennent pas la nécessité des concessions formelles, et de la part des travailleurs chrétiens qui prennent pour argent comptant le feint retour à l'évangélisme et manifestent leur impatience de voir l'Eglise se ranger sans équivoque du côté des « humiliés et offensés », bref, changer de camp social.

Devant cette crise, des communistes ne sauraient connaître d'hésitation : il faut dévoiler la manœuvre mystificatrice du plus vieux des corps réactionnaires, et de son concile. Il faut aider les jeunes travailleurs chrétiens à faire l'expérience de l'Eglise en encourageant leur exigence, envers la hiérarchie, de rupture avec les exploiteurs et les impérialistes. Ainsi seulement, au terme d'une lutte qui, du côté des marxistes, ne peut comporter aucune ambiguïté sur les idées et les objectifs, on arrachera les travailleurs catholiques à l'aliénation religieuse et on les gagnera au socialisme.

Garaudy s'est engagé dans la voie contraire. Il s'est écrié, en s'adressant aux opposants de gauche de l'Eglise : « Il ne faut pas croire que l'épiscopat français soit entré en conflit avec deux millions de catholiques et ait méconnu les conclusions du concile. »

Ce faisant, il s'efforce de rallier à la hiérarchie cléricale réactionnaire des travailleurs critiques à son égard et, dans le même mouvement, il valorise de son autorité de « communiste » la mystification du concile — avec lequel l'épiscopat français n'a, il est vrai, pas de désaccord — en laissant croire qu'il y a identité de vues entre l'avant-garde chrétienne et le concile. Il n'est pas étonnant, après cela, que Garaudy reproche aux intégristes de « mettre en cause l'unité de l'Eglise ».

Le bureaucrate stalinien a-t-il cru s'adresser à l'U.E.C., parler de la conférence du 1<sup>er</sup> mars, de l'épiscopat de la rue de Chateaudun, et de l'« Unité du mouvement communiste mondial » ?

Etrange solidarité entre appareils. La coexistence pacifique est devenue non seulement la coexistence idéologique (dont on se défend si fort à Moscou), mais la conciliation avec l'ennemi et l'abandon du marxisme : une étape nouvelle de la décomposition du P.C.F.

DYRCONA.

# La lutte continue da

DANS un article précédent nous avons résumé les travaux du VIII<sup>e</sup> Congrès de l'U.E.C.. Il est possible aujourd'hui d'en tirer quelques enseignements liés à notre perspective de reconstruction du parti révolutionnaire. Dans plusieurs articles nous avons évoqué les conditions dans lesquelles a pu subsister l'ancienne majorité des Etudiants Communistes. La conjoncture politique actuelle est telle qu'il est très difficile de promouvoir de grandes luttes sur des objectifs particulièrement sensibles aux étudiants. Pendant près de 2 ans l'opposition de gauche n'a pu dans ces circonstances profiter d'expériences identiques à celles de la lutte contre la guerre d'Algérie et l'O.A.S. pour concrétiser la valeur de ses critiques.

Cantonée dès lors essentiellement dans un travail d'éducation politique elle a réussi à former des cadres en se servant des expériences passées qu'il s'agissait d'approfondir théoriquement ; mais cette opposition n'a pu de ce fait faire participer la grande masse des adhérents à une action dont le développement aurait conduit à se heurter à la direction du P.C. et qui ainsi aurait eu un contenu hautement positif sur le développement de cette opposition de gauche. C'est cette carence qui a permis à la direction du parti de faire apparaître le « suivisme » comme la seule perspective efficace aux yeux des centaines de nouveaux militants venus à l'U.E.C. avec le dessein de rallier le communisme mais se trouvant d'un niveau de formation politique trop primaire pour être en état

d'accepter la critique révolutionnaire de l'opposition.

Une nouvelle majorité « suiviste » a donc pris la direction de l'U.E.C. Cependant il serait faux de parler d'une reprise en main pure et simple de la part de l'appareil du P.C.F. Le contexte politique actuel rend une telle maîtrise impossible ; les derniers événements survenus à l'U.E.C. en apportent du reste la confirmation.

On peut considérer que la nouvelle majorité de l'U.E.C. est « suiviste » en fonction du prestige du P.C.F. et de son poids dans la classe ouvrière, mais qu'elle n'est, dans sa masse, qu'accessoirement suiviste de sa ligne politique qu'elle accepte implicitement en acceptant le reste. Une telle constatation aurait peu d'intérêt si nous ne nous trouvions pas dans une situation politique tout à fait nouvelle pour le mouvement ouvrier. Le développement considérable des mouvements révolutionnaires dans le monde et la crise générale du stalinisme sont à présent la dominante sans laquelle on ne peut comprendre ce qui se passe dans le mouvement communiste. Cette crise largement analysée par notre organisation mondiale commence avec un certain retard à avoir certains développements dans le P.C.F.

Profondément ébranlée par l'éclatement du monolithisme bureaucratique, l'équipe dirigeante du P.C.F. ne peut plus, comme par le passé, s'appuyer sur le prestige déclinant de la direction soviétique, elle-

# LES DIFFICULTES DE

TROIS éléments essentiels sont à retenir du 54<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. qui s'est tenu à Bordeaux du 13 au 23 avril.

1) Loin de s'apaiser ou d'être en voie de résorption, la lutte des tendances entre tenants des « réformes de structure » (minoritaires) et partisans de la revendication de l'allocation d'études (majoritaires) est de plus en plus vive. Les bases d'accords théoriques n'existent pas ou ne peuvent apparaître dans l'organisation syndicale, et le fossé est si profond qu'on ne peut plus dès lors trouver de points communs susceptibles d'entraîner une quelconque solution à la crise.

2) La politisation des cadres syndicaux du mouvement étudiant est extrême et les débats sur la stratégie revendicative sont toujours sous-tendus par une analyse politique de la fonction sociale et économique de l'Université, des déterminations sociales et économiques des étudiants. En revanche l'U.N.E.F. perd de plus en plus le caractère d'organisation de masse qu'elle avait semblé acquérir du temps de la guerre d'Algérie ou peu après. La crise du mouvement, cause ou conséquence de l'isolement politique de ses dirigeants, tend à rétrécir de plus en plus les forces sur lesquelles il s'appuie traditionnellement. Les deux tendances, dont nous parlons plus haut, se réclament toutes deux d'une idéologie révolutionnaire, sont seules en lice, et se disputent sans en vouloir véritablement la caution, un courant centriste, qui n'a plus aucune expression et s'est résigné, malgré des tendances locales profondément corporatistes, à assister en spectateur à une querelle idéologico-politique de leaders, dont le langage qui se veut marxiste, n'est plus le sien.

3) L'U.N.E.F. est dans un état de débureaucratization avancée si l'on peut dire. Superficiellement au moins, et sauf pour quelques staliniens responsables d'AGE, la lutte pour le pouvoir et la mainmise sur l'organe exécutif national ne masque jamais la volonté des dirigeants de résoudre démocratiquement les problèmes qui se posent. Exceptionnellement à Bordeaux, il a fallu trois jours pour composer le bureau national, traditionnellement désigné ou « suggéré » par le bureau précédent. Cette situation qui est certes la manifestation de l'indépendance du mouvement à l'égard des forces politiques adultes, est aussi le reflet d'un mal profond ; l'abstraction des débats, une théorisation abusive des phénomènes de groupe, le mépris de l'organisation pratique des luttes, que l'on croit souvent entièrement subordonnée au contexte politique global, sans se vouloir partie prenante de ce contexte.

Le désintérêt marqué par la grande presse à l'égard d'un Congrès qu'elle a jugé « inutile » ne doit pas interdire à tous les révolutionnaires et aux étudiants communistes particulièrement de faire le point de la situation.

Ce congrès, inutile au sens où il n'a pas mis fin à une crise qui dure depuis maintenant près d'un an, et où il n'a pas dégagé des perspectives claires d'action revendicative, ne manque pas d'intérêt si l'on considère :

1) Que les courants en présence ne se justifient plus par l'existence d'un milieu étudiant déterminé par son origine sociale ou par ses besoins de consommateurs, mais recherchent essentiellement, par l'analyse sociale et économique de l'Université à insérer leurs luttes revendicatives à la lutte des classes en général, dans laquelle les étudiants doivent se retrouver au côté du prolétariat, sinon derrière lui.

2) Que logiquement, les responsables étudiants sont amenés à constater la carence d'organisation révolutionnaire d'avant-garde susceptible de donner à ces luttes de masse la signification révolutionnaire qu'elles ne peuvent avoir d'emblée, et de les mettre en perspective politique dans un programme révolutionnaire.

## La crise

La crise de l'U.N.E.F. remonte à septembre 1964, du moins dans ses caractères manifestes. On se souvient que le bureau élu au Congrès de Toulouse ne comportait aucun membre dirigeant de la FGEL (Sorbonne-Lettres). Cette association générale avait pourtant impulsé la nouvelle orientation de l'U.N.E.F. depuis la fin de la guerre d'Algérie et se trouvait être avec l'Association des étudiants en médecine de Paris, fondatrice de ce que le mouvement appela l'orientation universitaire. Elle était seule à prendre en charge les intérêts du milieu étudiant sur le lieu-même de son travail, seule à prôner des actions revendicatives de masse du milieu, seule enfin à ne pas considérer l'étudiant comme simple consommateur de culture ou « inactif » par rapport aux catégories sociales engagées dans la production. Cette nouvelle orientation, déjà présente au Congrès de Reims (62) encore minoritaire à Dijon (63) n'avait été consacrée à l'unanimité par le mouvement qu'à Toulouse (64) avec encore bien des ambiguïtés. Mais la prise de conscience qui la fondait était en fait extérieure à l'U.N.E.F. elle-même. C'était d'une part une prise de conscience politique accrue et avisée chez un grand nombre de militants engagés dans les réseaux d'aide au F.L.N.

# Trotsky à la télévision

Le mercredi 14 avril, dans la rubrique « Lectures pour tous », la télévision française a interviewé Isaac Deutscher sur le troisième tome de sa biographie de Trotsky « Le prophète hors-la-loi » qui venait de paraître.

En moins de quinze minutes, I. Deutscher répondit à une demi-douzaine de questions du critique de la télévision, Pierre Desgraupes, lequel avait soigneusement lu le livre — ce qui permit à Deutscher de mettre en lumière pour un grand public quelques points très importants.

En premier lieu, il souligna avec force la capacité de prévisions de Trotsky ; notamment il montra Trotsky jetant l'alarme sur le danger nazi en Allemagne, tandis qu'à la même époque Staline voyait dans la social-démocratie et le fascisme « deux sœurs jumelles » ; il rappela aussi que Trotsky prédit l'effondrement de la III<sup>e</sup> République en France.

Le critique offrit à Deutscher l'occasion d'indiquer que Trotsky voyait dans le pouvoir un moyen et non un but et était pénétré de l'impor-

tance historique de sa lutte ; et d'évoquer la tragédie familiale qui frappa Trotsky dans la personne de ses enfants en liaison avec le combat politique qu'il menait.

Interrogé sur la situation de Trotsky à présent en URSS, en raison de la « déstalinisation », Deutscher indiqua que les vieilles accusations d'agent de l'impérialisme, d'espion, d'ennemi du peuple, etc. avaient été abandonnées pour celles d'« anti-parti », mais que les œuvres et la vérité sur Trotsky restaient bannies en URSS. Il ajouta l'anecdote suivante. Des étudiants lisaient récemment clandestinement une œuvre de Trotsky chez l'un d'eux, fils d'un haut dignitaire du Parti, quand celui-ci entra. A la vue de l'ouvrage, il leur dit : « Savez-vous que vous risquez 15 ans de prison pour ce que vous faites, 15 ans ? » Et l'un d'eux répondit : « Nous le savons, mais le livre en vaut la peine. »

Deutscher termina en affirmant avec force que la pensée de Trotsky actuellement « sous-jacente » en URSS serait appelée à y jouer un rôle de plus en plus grand.